

*Première Convention Internationale pour une Approche Territoriale du Développement
Marseille, les 5, 6 et 7 mars 2007*

Lundi 5 mars

Séance d'ouverture

- * Michel Vauzelle, Président de la Région PACA (organisateur)
 - Rencontres des régions du monde (environ 150) pour 1 développement plus humain
 - Rencontre des NU (PNUD) et des régions, nouveaux acteurs du développement
 - = en vue d'un partenariat car jusqu'à aujourd'hui, régions perçues comme ONG
 - = vers une nouvelle forme de gouvernance ; pour une identité culturelle et un développement des PME-PMI
 - Mise en place d'une politique de cohésion régionale par la Commission Européenne
 - = idée de la constitution d'une « Eurorégion », les Alpes méditerranéennes
 - = pour autant, ne pas contourner l'Etat-nation
 - Conscience d'articuler différents niveaux institutionnels avec la société civile pour la mise en œuvre des OMD mais besoin d'éviter le repli sur soi face à la mondialisation
 - CRPM peut jouer un rôle pour maîtriser la mondialisation, s'ouvrir sur le monde pour le transformer et donner un aspect humain à la mondialisation
 - = rôle important des régions et de leurs habitants
 - = pour une démocratie participative de proximité, avec réciprocité et respect
 - Accords de coopération entre CRPM et PNUD en juin 2005 aux Açores (cf. communiqué de presse du 26 juin 2006, <http://www.cpmr.org/fr/index.php?act=5>)

- * Claudio Martini, Président de la CRPM, Président de la Région Toscane (co-organisateur)
 - Nécessité de rendre concret les projets de coopération des régions
 - Séminaire international aux Açores avec CRPM, PNUD, UE, OCDE
 - = formalisation de l'accord CRPM-PNUD pour la capacité d'expression des régions à l'échelle mondiale
 - = programmes ART GOLD (Appui aux Réseaux Territoriaux, cf. <http://www.hcci.gouv.fr/lecture/synthese/initiative-art-gold-pnud.html>)
 - Nouvelle étape aujourd'hui : montre la mobilisation des régions, de leurs populations et de la société civile
 - Séances plénières avec intervention de représentants de pays, régions et villes
 - = ateliers sur les différents OMD pour une ouverture, qualité et efficacité du travail

- * Bruce Jenks, Sous-Secrétaire Général des NU, Administrateur-Assistant du PNUD, Directeur du Bureau des ressources et partenariats stratégiques (co-organisateur)
 - Rappel des actions du PNUD en vue de répondre aux OMD
 - Développement durable ne peut reposer que sur tous les niveaux de décision (national, régionale, etc)
 - = valeurs de solidarité et de respect
 - = « Unis dans l'action » : réforme des NU en collaboration avec BIT et HCR
 - Défis aujourd'hui
 - = orienter la mondialisation dans un développement inclusif et durable
 - = œuvrer en faveur de la modernisation démocratique
 - Rappel sur programme ART GOLD
 - = approche intégrée évitant l'instrumentalisation de l'aide
 - = approche territoriale du développement

= prise en compte des mouvement d'urbanisation

* Danuta Hüber, Commissaire en charge de la politique territoriale, Commission Européenne (partenaire)

- Consensus important quant à une nouvelle gouvernance impliquant les entités régionales
 - = politique européenne régionale en place depuis 30 ans
 - = ouverture du potentiel de croissance européenne aux citoyens
- Importance et influence du nouvel élargissement de l'UE
 - = inégalités entre pays riches et pauvres et entre régions aussi
 - = donc relations et coopération nécessaire entre les régions
- Nouveaux défis de la mondialisation
 - = partenariats entre régions et entre régions et la société civile
 - = coopération internationale incluant les régions

* Jérôme Pasquier, Ministre Plénipotentiaire, Directeur général adjoint, Direction Générale de la Coopération Internationale et Développement, Ministère français des Affaires Etrangères (partenaire)

- Gouvernance démocratique et développement durable liés et doivent passer par le biais de CT (collectivités territoriales)
- Approche qui privilégie le rôle et l'importance des localités
 - = importance de la formation
 - = coopération décentralisée mais difficultés de mise en œuvre dans certains pays du Sud.

Séance Plénière n°1 : Vision stratégique des territoires dans la politique de développement

* Hamid Temmar, Ministre des Participations et de la promotion des investissements, Algérie

- Régions du Sud doivent s'engager dans mondialisation et dans convergence économique et sociale
- Associations et partenariats entre régions du Maghreb et avec autres régions de la Méditerranée
 - = par ex, relation avec les régions PACA et de Barcelone
 - = besoin d'une banque méditerranéenne pour le développement de la région et pour compléter l'aide du FMI et de l'UE
 - = pour un développement rapide des économies dans le contexte de la mondialisation

* Vincenzo Spiezia, Directeur de l'Unité « Indicateur territoriaux et statistiques » de l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Economiques)

- Besoin d'innovation et d'adaptation des régions dans développement des pays
 - = faciliter ces actions est le rôle de l'OCDE
- Action des régions doit se baser sur la production des richesses régionales
 - = ne pas limiter les actions aux secteurs de pointe mais élargir au tourisme, agriculture, agro-alimentaire, etc.
 - = services d'appui indispensables pour les PME-PMI (formation universitaire + formation comptable, informatique ou RH)
- Obligation des autorités nationales envers les CT
 - = importance de l'aspect transfrontalier
 - = promouvoir l'attraction des investissements et des talents
 - = besoin de l'implication des habitants et de la société civile

* Luciano Carrino, Directeur du Comité scientifique ART « L'alignement et la réduction de la fragmentation avec un partenariat NU, Etats, autorités régionales et locales et société civile : l'approche ART GOLD »

- Cadre du nouveau multiculturalisme
- Difficultés de la mondialisation et de la coopération
 - = besoin de nouveaux instruments là où la coopération n'a pas atteint ses objectifs
 - = fragmentation de la coopération, c'est-à-dire beaucoup de projets qui ne répondent pas aux besoins => potentiel paralysé
 - = limites de la coopération dans rédaction des projets et manque de mécanismes des acteurs de coopération
 - = problème du sectorisation (santé, éducation, enfants, etc.)
 - = mentalité d'assistanat encore très présente
 - = problème du bureaucratisme qui éloignent plus qu'il ne rapproche les projets et leurs acteurs
- ART GOLD comme programme cadre de coopération appuyé sur les entités de développement régionales et locales
 - = dans 15 pays environ
 - = passer de l'idée d'aide à celle de co-développement et donc changement culturel profond
- Besoin d'innovation et de formation

* Eneko Landaburu, Directeur, DG RELEX, Commission Européenne

- Action de l'UE dans la politique régionale en vue d'une cohésion plus grande et de la disparition des inégalités
 - = encore trop de disparités en partie dues à l'élargissement de l'UE à l'Est
 - = aussi réalité d'une divergence entre grandes villes et monde rural
- Politique de l'UE a eu 1 efficacité relative
- Aujourd'hui, besoin de faire face à la mondialisation région par région
 - = pression migratoire, changement climatique, besoin d'éducation et de formation
 - = jusqu'à aujourd'hui, ces facteurs pas réellement pris en compte, jusqu'au Processus de Lisbonne (élaboration des grandes orientations économiques, sociales et environnementales de l'UE, 2004)
- Manque de prise en compte aussi de l'aménagement des territoires dans les politiques de cohésion
 - = objectif important : promouvoir un développement harmonieux, équilibré et durable des actions économiques en Europe
 - = notion de la cohésion territoriale importante avec « l'Agenda territorial de l'UE » pour une intégration effective des régions dans les actions
 - = politique de « voisinage » : créer un espace de stabilité, démocratie et sécurité

* Hamza Ahmadou Cissé, Directeur de Cabinet du Président de l'Union Economique et Monétaire de l'Ouest Africain (UEMOA)

- UEMOA créée 10 janvier 1994 entre les pays de francs CFA
 - = rassemble 80 millions d'habitants
 - = 4,3% de croissance dans cet ensemble de pays en 2006
- Dynamique territoriale dans régionalisation de l'Afrique
 - = modèles post-coloniaux avec fragmentation et disparités
 - = PAS (politique d'ajustement structurel du FMI) ont réduit l'efficacité des gouvernements et leurs capacités de lutte contre la pauvreté et en faveur des OMD en général
 - = mutations qui ont affecté durablement les territoires
 - = ouverture politique récente avec un champ ouvert à la régionalisation des politiques territoriales

- = développement du commerce interrégional
- = mobilisation des tous les acteurs
- Approche territoriale comme levier de développement
 - = question de la compétitivité des économies
 - = autonomie des CT
 - = vision communautaire en matière d'aménagement du territoire
 - = processus d'intégration et de projets de développement (urbanisation entre autres)
 - = appui à la décentralisation
- * Roy Abelardo, Gouverneur de la Province du Chaco, Argentine, Membre du ZICOSUR (Zone d'intégration du Centre-Est de l'Amérique du Sud)
 - Nécessaire intégration des régions dans la mondialisation
 - = résultats ne peuvent être positifs que si paix, démocratie et sécurité
 - = participation des régions aux décisions mondiales
 - = développement humain des territoires
 - ZICOSUR créée en 1977 et rassemble des régions du Brésil, Paraguay, Argentine et Bolivie
 - = promouvoir un développement en faveur de l'amélioration de la qualité de vie
 - = implication des universités, entreprises et société civile
 - = différencier croissance et développement ainsi qu'intégration et assimilation
 - Défis d'aujourd'hui
 - = faire face au manque de participation des régions
 - = élaborer un dialogue entre les régions des 5 continents
 - = mettre en place de nouveaux instruments
 - = lancer le débat sur les statuts des entités territoriales
 - = améliorer la productivité et l'échange commercial
 - = besoin d'une organisation mondiale des régions
 - Nouvelle coopération entre régions sur modèle de l'UE

Séance plénière n°2 : Rôle des Régions dans l'approche intégrée du développement

- * Abdourahime Agne, Ministre de la Micro Finance et de la Coopération internationale décentralisée, Sénégal
 - Politique étatique de décentralisation remonte à la période coloniale
 - = puis réforme administrative et territoriale : naissance des communautés rurales
 - = loi du 22/03/96 : créations des régions + principes de la libre administration des CT
 - Développement des régions avec nouvelle approche politique, éthique et économique
 - = politique de développement territorial dépend d'une administration des CT forte et bien organisée
 - = développement harmonieux et durable avec actions de lutte contre la pauvreté
 - Disfonctionnement
 - = principe de subsidiarité des différents niveaux territoriaux ignoré
 - = héritage des territoires désorganisés après la colonisation
 - Aujourd'hui, 11 régions du Sénégal ont des projets de plans régionaux d'économie intégrée
 - = problème de la mise en œuvre des outils de planification
 - = besoin d'une évaluation précise
 - = problème du faible niveau de développement des infrastructures
 - = besoin de services sociaux de proximité
 - Importants accords de coopération par les collectivités du Sénégal en vue d'atteindre les OMD

- Enjeux de la nouvelle forme de coopération auxquels doit répondre le Département de la Micro Finance et de la Coopération internationale

= programme ART GOLD pour une solidarité transnationale

- 1^{ère} Convention sur une approche territoriale du développement permettra d'appréhender le développement des collectivités locales de chaque pays.

* Erik Orsenna, écrivain, membre de l'Académie française a fait part de son expérience de solidarité.

* René Ramirez, Vice-président de la planification de l'Equateur

- Planification du développement intérieur de l'Equateur

= améliorations de la qualité de vie mais inégalités entre groupes sociaux et territoires

= intervention publique du gouvernement actuel qui doit être pro égalitaire

= parallèle politique avec les pactes économiques, fiscaux et territoriaux

- Besoin d'un développement durable et plus humain

= réforme démocratique du pays

= résoudre la fracture et les inégalités entre les régions d'Equateur et entre les régions du monde

* José Maria Muñoa, Chargé des relations extérieures au Pays Basque, Espagne : « exemples de coopération décentralisée »

- Déclaration de l'Assemblée des Régions d'Europe sur le régionalisme adoptée par 300 régions européennes (cf. <http://www.a-e-r.org/fr/publications/declaration-de-lare-sur-le-regionalisme.html>)

= appliquer le principe de subsidiarité et de proportionnalité, base d'un pouvoir régional et local respecté et respectueux

= besoin de compétences dans tous les domaines pour organiser la vie quotidienne des habitants

= pour une autonomie fiscale car besoin d'un pouvoir de décision défini au sein des régions

- Possibilité d'une Déclaration sur le régionalisme au niveau international ?

= principe de transparence démocratique en vue d'une proximité

= régionalisme ne doit pas être vu comme un privilège ; régionalisme est la responsabilité de prendre en main le développement régional et d'établir une solidarité entre régions

= diversité est la richesse mais l'égalité ne doit pas signifier uniformité

= toujours complexité qui ne peut être ignorée dans les contextes des régions pour une plus grande efficacité

- Pays Basque au début des 90's avec un chômage de 25% ; aujourd'hui, de 4,5% et PIB/hab a augmenté de 20 points par rapport à la moyenne européenne

= dans chaque région, nécessaire de vivre une réalité quotidienne en faisant la promotion des richesses, compétences et relations de sa propre région

= quand relations imposées, toujours échec donc aujourd'hui il faut appliquer une politique inverse

* Yangsheng Zhong, Vice-Gouverneur de la Province du Guangdong, Chine : « Les partenariats internationaux de la province »

- Développement économique et partenariats internationaux sont liés

= politique d'ouverture de la région du Guangdong avec la meilleure compétitivité régionale du pays

= beaucoup d'importance donnée à la répartition des secteurs et du travail

= autorités locales travaillent en coopération avec nombreuses autres régions du monde et aussi avec d'autres pays asiatiques

= importants investissements étrangers dans la région

= jumelages avec plus de 30 pays

- Besoin d'adaptation au courant de la mondialisation pour une coopération toujours plus étroite
 - = développement durable et prospérité commune dans région du Guangdong et dans tout le pays (avec les 8 autres provinces)
 - = amélioration des infrastructures, des administration et des services, etc.
 - = nouveaux champs de coopération, surtout dans exportation de nouvelles technologies
 - = aujourd'hui, province du Guangdong est une plate-forme de la coopération internationale

* Gunn Marit Helgesen, Maire du Comté de Telemark, Norvège : « Les Régions norvégiennes : exemples de coopération décentralisée »

- 19 régions en Norvège
- Région de Telemark a mis en place une coopération avec la province de Hubei en Chine
 - = 2 partenaires égaux malgré les différences de superficie du territoire
 - = besoin de coopération exprimé par les 2 régions
 - = coopération considérée comme une porte ouverte à la coopération norvégienne en Chine
- Comprend les principaux aspects de la mondialisation : éducation, santé, formation, hautes technologies, etc
- 1^{ère} délégation en Chine en 1906 et coopération avec Hubei reconnue en 1954
 - = province chinoise est un centre économique ; secteurs très diversifiée ; augmentation des importations et exportations
 - = diversité géographique et des reliefs
- En 2005, Accord de partenariat régional pour une prospérité et un développement communs
 - = développement d'une relation économique et financière fiable et stable
 - = coopération dans l'enseignement supérieur, la santé
 - = développement de technologies environnementales
- En juin 2007, organisation de la semaine Norvège-Hubei en vue de la construction d'un réseau basé sur différents secteurs
 - = développer une « marque de fabrique norvégienne » en Chine
 - = développer l'économie norvégienne par des actions de coopération concrètes

* Carmen Dolz Adell, Directrice Générale pour la Coopération au développement et relations extérieurs, Generalitat Valenciana, Espagne : « La vision stratégique des territoires en matière de développement »

- Aujourd'hui, coopération international au développement indispensable
 - = en Espagne, participation des entreprises et de la société civile pour le développement économique mais aussi dans la recherche et les sciences
- Comunidad Valenciana très impliqué dans la coopération pour l'éradication de la pauvreté
 - = sensibilisation et formation au développement
 - = intégration des populations immigrantes
 - = modèle propre de transparence adopté par une loi spécifique
- Coopération avec les régions européennes et du monde et aussi actions au niveau national
 - = évaluation des actions et de la participation des immigrants aux projets de coopération
 - = promotion de la coopération internationale
- Programme de renforcement du système de santé au Mozambique
- Programme d'éducation et de protection environnementale au Guatemala
- Divers accords avec le PNUD

Séance plénière n°3 : Les synergies villes-régions dans les démarches de développement

* Michel Delabarre, Président du Comité des Régions de l'UE

- Réformer les politiques et les moyens pour 1 meilleure régionalisation
 - = prise en compte de la dimension territoriale dans la coopération
 - = gouvernance à tous les niveaux
 - = réseaux ART
- UE reconnaît le rôle des élus et des acteurs des CT dans relations entre régions et territoires du monde
- Importance du co-développement

(départ avant la fin de la séance)

Mardi 6 mars

Atelier n°6 : Alimentation, Nutrition et Pauvreté

* Abdelhadi Benallal, Président de la Région de Tanger-Tétouan, Maroc

- Pauvreté aujourd'hui de plus en plus présente et surtout croissante
- Pauvreté et exclusion ont-elle un caractère inévitable ?
 - = différents aspects selon continents et pays
 - = facteurs variés influencent cet état de pauvreté
 - = problème de la conditionnalité économique dans certains pays, surtout en Afrique
 - = problème d'accès aux différents services de base
 - = question des subventions agricoles dans les pays riches qui entravent le commerce avec les pays pauvres
- Pouvoirs locaux et régionaux doivent aborder la pauvreté d'un angle plus équitable et humain
 - = tirer avantages des échanges et des expériences communes
- Rapport sur le développement humain au Maroc en 2003
 - = commission interministérielle avec mise en évidence des facteurs de développement humain mais aussi les défis
 - = besoin d'une relance économique et d'une réduction du chômage + scolarisation de base + renforcement des liens villes-campagnes
 - = consolidation de l'Etat moderne par la bonne gouvernance
 - = dynamique en faveur du développement, promotion des cadres de vie, promotion du rôle des enfants et des femmes
 - = baisse de la pauvreté, de la précarité et de l'exclusion sociale
 - = financement par les autorités régionales et locales
- Plusieurs projets de développement et de coopération en place aujourd'hui
 - = information par Internet, formation et dialogue participatif, etc.
 - = nombreux appels à projet

* Florence Egal, Expert FAO Sécurité alimentaire, nutrition et moyen d'existence, co-secrétaire de l'Initiative interdisciplinaire « Des aliments et des villes »

- Malnutrition est 1 préoccupation constante et croissante : double fardeau
 - = sous-nutrition ou obésité dans cas des enfants surtout
 - = coût social et économique important à moyen et long terme : retard dans développement physique et mental, implication transgénérationnelle (une femme mal nourrie pourra transmettre des maladies à ses enfants)
 - = atteinte aux DH

- Qu'est-ce que la malnutrition ?
 - = alimentation déséquilibrée et manque d'activité physique
 - = logement insalubres et mal équipés
 - = accès aux services de base déficient
 - = informations insuffisantes et inappropriée
- Tous les secteurs sont impliqués dans le problème de la malnutrition
- Comment améliorer la nutrition ?
 - = assurer l'accès e la population à des aliments sains
 - = améliorer le pouvoir d'achat, etc.
- Revoir le système d'approvisionnement et de distribution de l'alimentation ?
 - = en fonction des besoins des consommateurs
 - = partir des gens en insécurité alimentaire
 - = mieux comprendre les relations villes-campagnes et producteurs-consommateurs
- Lutter contre la pauvreté ?
 - = encourager l'organisation des personnes marginalisées
 - = adopter une approche participative
 - = documenter ce qui marche et disséminer l'information
 - = mettre les différents acteurs devant leurs responsabilités
 - = mobiliser l'opinion publique
- Repartir des cultures ?
 - = pour comprendre les comportements de chacun
 - = pour une information alimentaire et nutritionnelle
 - = pour retrouver des produits et des opportunités professionnelles
 - = rôle des médiateurs
- Tout suppose un changement d'attitude
 - = aide alimentaire et compléments nutritionnels ne sont pas une solution
 - = renforcement des institutions locales et importance de la communication
- Approche territoriale du développement avec alimentation et nutrition comme des aspects clés pour atteindre les OMD
- Que faire ?
 - = ateliers de formation pour les différents acteurs du développement
 - = stratégies locales de sécurité alimentaire et de développement durable comme un cadre commun
 - = construire sur l'existant

NB : 800 millions d'hab souffrent de la faim dans le monde et 84 pays ne subviennent pas à leurs besoins alimentaires.

* Nicole Darmon, ingénieur INSERM responsable de l'équipe « Qualité nutritionnelle » à l'Unité Mixte de Recherches INSERM/INRA de Nutrition Humaine

- Accès à une alimentation équilibrée garanti pour tous dans les pays industrialisés ?
 - = liens entre santé et statut socio-économique : inégalités sociales de santé entre cadres, professions libérales et ouvriers
 - = problématique de l'obésité : relation linéaire entre % d'obèses et niveaux de revenus mensuels des foyers => aggravation des % en 10 ans
- Phénomène pluri-factoriel : pourquoi population défavorisée plus sujette à des maladies de sous-nutrition ?

- = hypothèse du « désert alimentaire » : accès aux commerces et aux aliments (d'après une enquête britannique puis application aux USA et Australie) => moins de commerces d'aliments favorables à la santé dans quartiers pauvres ; résultats transposables aux pays du Sud ??
- = problème des revenus : dépenses alimentaires des plus pauvres faibles en valeur absolue mais pèsent lourd sur leur budget => moins d'argent donc moins de dépenses alimentaires
- = problème de la consommation de fruits, légumes, poissons, etc : moins d'argent donc moins d'aliments sains et frais => problème de l'augmentation constante du prix des produits
- = coûts de la nutrition selon contraintes budgétaires : aliments riches en nutriments essentiels souvent plus chers => influence sur coûts d'une alimentation équilibrée et sur budget des personnes défavorisées

- * Athanase Bopda, Maître de conférence à l'Institut national de cartographie de Yaoundé (Cameroun)
- Solution aux problèmes urbains dans les villes du Sud dans l'agriculture urbaine et péri-urbaine ?
 - = sujet émergent aujourd'hui
- Constat d'un processus de développement économique et social mais aussi spatial
 - = agriculture comme forte continuité et source d'aliments
 - = rapport villes-campagnes bien pensé et organisé peut avoir un impact considérable dans l'alimentation des populations
 - = souvent cas des villes africaines
- Agriculture comme composante de la croissance urbaine et en même temps, urbanisation influe sur l'agriculture
 - = déclin des cultures de rentes (café, cacao, etc) mais augmentation des cultures vivrières (légumes, maïs, manioc, etc)
 - = nouvelle agriculture fournie par les autorités des villes (comme arbres d'ombrage par ex) : possible co-existence avec l'agriculture traditionnelle ??
- Evolution de l'agriculture urbaine
 - = due aux mutations foncières et aux besoins alimentaires
 - = exode rural dans les villes : croissance démographique très rapide
 - = expansion urbaine détruit les villages et monde rural des proches périphéries des villes

⇒ Débat

Atelier n°7 : Education pour tous

- Rappels sur les engagements de Dakar pris en 2000 et faisant suite à la Conférence de Jomtien (Thaïlande) où fut créé le mouvement Education pour tous en 1990. Par le Cadre d'action de Dakar, les Etats s'engagent à réaliser les objectifs d'une éducation de base de qualité pour tous d'ici à l'an 2015

* Alain Fleury

- Conditions dans lesquelles les différents acteurs territoriaux peuvent répondre aux questions d'éducatives ?
 - = éducation est le fondement de toute société
 - = problématique de l'analphabétisme (+ de 60% des femmes)
 - = problèmes de la relation mondialisation et coopération des CT et éducation est un élément essentiel de la mondialisation
- Problème de l'éducation pourrait être réglé à travers un partenariat entre tous les secteurs
 - = importance des Forums Education pour tous et des grands principes adoptés
 - = problèmes liées aux aspects politiques

- = indispensable d'avoir des infrastructures de conception, de formation et de suivi
 - = élimination des disparités hommes-femmes dans enseignement et accès de tous les enfants à une éducation primaire
 - = prise en charge de la petite enfance en prévision de l'accès à l'enseignement supérieur
 - = éducation est révélateur de la situation de chaque société (PED comme pays industrialisés)
- mais forme des problèmes sont différents
- Liaison entre lieux d'enseignement et territoires dans lesquels infrastructures situées : aspects culturels importants => pas de modèles d'éducation
 - Perspectives ?
 - = coopération dans l'éducation avec résolution du problème de l'accès à l'enseignement et du partage des savoir
 - = besoin d'outils de transmission et de développement
 - = gérer l'évolution et la mise en place des principes d'éducation et pallier les déficiences
 - = notion de mutualisation et de collecte des savoir
 - = mise en place « d'observatoires » de l'éducation
 - = pour une coopération décentralisée, besoin d'organismes de mise à disposition de l'information et des savoirs pour tous les acteurs de la coopération et de l'éducation

NB : 77 millions d'enfants dans le monde ne vont pas à l'école

- = surtout en Afrique (Sud Sahara) et Asie du Sud
- = progrès dans l'accès : aujourd'hui 9 enfants sur 10 vont à l'école
- = équité homme-femme relative dans éducation primaire et secondaire
- = problème de la qualité de l'éducation

⇒ Débat

- Problématique des genres, des lieux, de la pauvreté, des handicaps sociaux ou physiques => responsabilité de la coopération décentralisée ??
- Question de la réciprocité des modèles et types d'éducation entre pays et entre cultures ; contraste entre pays sur-éduqués et pays sous-éduqués et dans 1^{er} cas, problème d'accès à un emploi car sur-qualification. Dans PED, existence d'élites très qualifiées où majorité des jeunes partent de leur pays pour travailler, quand majeure partie de la population du pays sous-éduquée.
- Problématique de la discrimination par rapport aux savoirs fondamentaux au sortir de l'école ou de l'université. Evolution constante liée aux nouvelles technologies.
- Question de l'éducation et de l'émancipation des femmes.
- Retard de l'Afrique ?? => Langues et cultures africaines laissées de côté par 1ers modèles d'éducation souvent inspirés des modèles coloniaux ; cultures locales rejetés et incohérence des modèles coloniaux.
- Aujourd'hui, priorité des Etats n'est pas de pallier les déficits de l'éducation mais de ramener la paix et de mettre en place un environnement propice au développement sur leur territoire => un pays en guerre ne considère pas l'éducation comme sa priorité par ex.
- Problème de l'environnement du système éducatif => dispositif des professeurs, transports, équipements scolaires, nouvelles technologies + problème des frais scolaires.

Atelier n°11 : Environnement

* Mmen Escope, Ministre du Développement et de l'Environnement, Afrique du Sud

- Mise en place par le ministère du NRG4SD (Network of Regional Governments for Sustainable Development, Réseau des autorités régionales pour un développement durable) en 2002 à l'occasion du Sommet de Johannesburg
 - = membres de tous les pays préalablement membres des NU
 - = autorités régionales comme composantes à part entière de la gestion territoriale et de la gouvernance
 - = accords internationaux de développement durable
- Objectifs du réseau :
 - = représenter les autorités locales et régionales de chaque pays à un niveau international
 - = promouvoir le développement durable dans les pays du monde
 - = faciliter les accords bilatéraux et multilatéraux
- Quelles priorités ?
 - = pollution, changement climatique, entre autres
- Relation constante entre le réseau et les NU
- Partenariats avec d'autres organisations internationales et accords entre plusieurs régions
 - ⇒ site : www.nrg4sd.net

* Sabin Tsuraga, représentant du département Environnement du Pays Basque, Espagne

- Accords de coopération et d'assistance technique avec plusieurs régions du monde dans un cadre environnementale, surtout en Amérique Latine
- Importants engagements de coopération par la région du Pays Basque
 - = loi de coopération au développement en accords avec les OMD
 - = choix vers Amérique Latine pour motifs culturels et barrières linguistiques avec les autres régions, aussi pour raisons politiques et historiques
 - = coopération avec gouvernements régionaux et nationaux, avec les ministères de l'environnement par ex
- Organisation des accords de coopération ?
 - = séminaires, conférences de fonctionnaires, d'entreprises et autres acteurs de la coopération environnementale
 - = faciliter la consultation de documents, de plans de gestion, etc
- Thèmes de travail ?
 - = plans de gestion sur les besoins communs en matière de politiques environnementales
 - = promotion de la participation citoyenne
 - = création de réseaux de développement durable
 - = coopération entre administration des différents pays et les entreprises des régions
- Exemple de coopération avec la province du Chaco en Argentine

* Remy Mercks, Flandres, Belgique

- NRG4SD comme un système idéal pour le développement durable dans les régions
- Dans les Flandres, participation à des politiques de développement durable internes et internationales
 - = récente initiative en 2006 pour une croissance économique, un développement social et un équilibre écologique
 - = approche intégrée et éducation au développement durable
 - = coopération avec autorités locales
- Programme de réduction de la pauvreté en Afrique du Sud, Mozambique et Malawi
 - = atteindre les OMD
 - = mise en place de projets locaux pour une responsabilité sociale, projets de microfinance, pour la promotion de l'éducation et des médias, pour le renforcement des liens entre villes et régions, projets d'aide d'urgence

= projet sur le développement de partenariats autour de l'eau, basé sur un partenariat public-privé => site : www.waterfordevelopment.be

* J-C Lévy, France

- Opérations de coopération avec la Chine de plus en plus importantes et beaucoup sont liées au problème de l'environnement
 - = mise en place d'une coopération décentralisée France-Chine aussi sur les plans économique, culturel et institutionnel
 - = conférence franco-chinoise sur coopération décentralisée en Chine et prochainement Assises de Bordeaux pour un développement territoriale
- Chine est un pays de contrastes sociaux, économiques et politiques et le risque environnemental doit être pris en compte face au développement « sauvage » actuel
- Shanghai présente des enjeux stratégiques importants
 - = prochaine exposition universelle en 2010
 - = de plus en plus d'acteurs internationaux s'intéressent à cette région
 - = notion de l'économie « circulaire »
 - = coopération décentralisée basée sur le partage des connaissances techniques et sectorielles
 - = projet ARCUS

* Amel Maklouf, Tunisie

- Présentation du programme MATAP-EIE
 - = projet de partenariats entre 16 pays méditerranéens
 - = partenariats villes-régions de plus en plus aujourd'hui
 - = METAP créé en 1990
- Répondre aux problèmes environnementaux communs
 - = mécanisation de l'agriculture, développement des transports, expansion de l'industrie, développement des exigences individuelles, etc => nouvelles normes
 - = problèmes aussi liés à la pollution
 - = initiative régionale et locale pour le renforcement des capacités et pour une harmonisation des EIE (Evolutions internationales pour l'Environnement)
- Site : www.citet.nat.tn/metap

La journée du Mercredi 7 mars s'est clôturée par l'adoption de la *Déclaration sur la participation des régions à la gouvernance de la mondialisation* par les organisations des Régions des 5 continents réunies à Marseille. Cette déclaration vise à la création du *Forum de Réseaux de Régions du Monde*, une structure permanente destinée à regrouper les Régions du monde pour faire entendre leur voix dans la mondialisation.

Cf ; communiqué de presse sur le site de la CRPM
:http://www.crpm.org/pub/presse/78_mrs7_3_07.pdf

Gaëlle FIGUEIRA.

Elève MasterII, Droit et Pratique de la solidarité internationale,
Institut du Droit, de la Paix et du Développement, Université Nice Sophia-Antipolis